



Dans ce numéro :

L'ONU endeuillé par la disparition de Stéphane Hessel, l'un des auteurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme. 1-2

ONU DC : Lancement officiel à Abidjan du Rapport 2012 de l'Office des Nations Unies pour la lutte contre la Drogue et le Crime. 3

ONU-UA-OIF : Des journalistes se réunissent à Dakar pour préparer le lancement du Réseau Netpeace Afrique de l'Ouest. 4

OMS-SENEGAL: Augmentation de la redevabilité pour la santé de la femme et de l'enfant : le projet de Feuille de route du Sénégal finalisé par les acteurs et les partenaires. 5-6

FAO-SENEGAL : Satisfaction des producteurs d'oignons pour le soutien apporté par la FAO. 6-8

IDEP: « Engenrer » la planification du développement en Afrique : du chemin à parcourir malgré les acquis pour intégrer le genre dans la planification du développement. 9-10

AGENDA : Célébration de la Journée internationale de la Femme à Guédiawaye 10

Ce bulletin est publié par le Centre d'Information des Nations Unies pour le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal.

Tél. : (221) 338699911

Fax : (221) 338605148

Adresse : Immeuble SOUMEX, Mamelles
Route des Almadies, BP 154 Dakar (Sénégal)

E-mail : unic.dakar@unic.org

Site Web : <http://dakar.unic.org>

L'ONU endeuillée par la disparition de Stéphane Hessel, l'un des auteurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme.



Ambassadeur Stéphane Hessel. Photo: UNESCO/Michel Ravassard

La Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, Navi Pillay, a déclaré mercredi déplorer le décès de « l'un des plus grands défenseurs des droits de l'homme », Stéphane Hessel, mort la nuit dernière à l'âge de 95 ans. Ayant mené une carrière d'une longévité exceptionnelle et particulièrement fructueuse, Stéphane Hessel, citoyen français d'origine allemande torturé par la Gestapo et ayant survécu aux camps de concentration de Buchenwald et Dora, fut d'abord connu pour son étroite implication dans la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948.

« Stéphane Hessel était une immense figure du monde des droits de l'homme », a déclaré Navi Pillay. « Son étroite collaboration avec l'équipe qui a rédigé la Déclaration universelle suffit à lui valoir une place d'honneur dans l'histoire du monde. Mais il a continué son action sans relâche, contribuant à promouvoir la cause des droits de l'homme bien au-delà de ses 90 ans ».

« Stéphane Hessel était une immense figure du monde des droits de l'homme »

Navi Pillay, Haut commissaire aux droits de l'homme

En 2010, Stéphane Hessel a publié un opuscule de 12 pages intitulé « Indignez-vous ! », qui invitait les gens, et notamment les jeunes, à prendre position contre les discriminations, les inégalités et l'indifférence. En dépit des sept décennies séparant l'auteur de la majeure partie de son public, « Indignez-vous ! » fut vendu à plusieurs millions d'exemplaires.

L'ouvrage a même été considéré comme une source d'inspiration pour de nombreuses personnes descendues dans la rue réclamer leurs droits dans les mois ayant suivi sa publication.

« Il soutenait les principes fondamentaux des droits de l'homme avec une intégrité acharnée et n'a jamais permis à la politique, ni aux histoires d'ordre personnel, d'obscurcir son jugement sur des sujets importants et impopulaires, tels que la migration et le racisme », a-t-



-elle poursuivi. «C'était un grand penseur et un homme remarquable. Il me manquera à titre personnel, j'aurais aimé pouvoir profiter davantage de son expérience sans pareil. C'est vraiment triste de dire

adieu à une personne qui a joué un rôle si crucial dans la promotion des droits de l'homme ». Le Conseil des droits de l'homme – institution de 47 Etats membres actuellement en session à Genève – a observé une minute de silence en hommage à Stéphane Hessel. C'est la première fois de son histoire que le conseil rend un tel honneur.

De son côté la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a rappelé que Stéphane Hessel était l'un des plus grands défenseurs des droits de l'homme, de la tolérance et de la compréhension mutuelle du 20e siècle.

«La force et la clarté de sa vision de la dignité inhérente à chaque femme et à chaque homme restent une source d'inspiration pour nous tous aujourd'hui», a déclaré Mme Bokova. La conviction qui a guidé la vie et le travail de M. Hessel et qui a inspiré les nombreux rôles de premier plan qu'il a joués au sein des Nations Unies, à commencer par la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

«Avec la disparation de Stéphane Hessel, le monde a perdu l'une de ses voix les plus fortes et les plus gracieuses en faveur des droits de l'homme et un de ses plus ardents défenseurs de la paix et des causes des Nations Unies - en ces temps difficiles, son héritage et son message restent plus puissants et plus pertinents que jamais », a affirmé Mme Bokova.

«La force et la clarté de sa vision de la dignité inhérente à chaque femme et à chaque homme restent une source d'inspiration pour nous tous aujourd'hui»

Mme Irina Bokova, Directrice Générale de l'UNESCO

ONUDC : Lancement officiel à Abidjan du Rapport 2012 de l'Office des Nations Unies pour la lutte contre la Drogue et le Crime.

« *La criminalité transnationale requiert plus que jamais la mobilisation de tous pour pouvoir en prévenir et en combattre les impacts* » a indiqué, ce lundi matin 25 février à Abidjan le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, Saïd Djinnit, au cours du lancement du rapport 2012 de l'office des Nations Unies pour la lutte contre la drogue et le crime (ONUDC) sur la Criminalité transnationale organisée en Afrique de l'ouest.



Au cours de cette cérémonie à laquelle ont pris part, le Représentant régional de l'ONUDC en Afrique de l'Ouest et centrale, Pierre Lapaque, le Ministre d'état Ministre des Affaires étrangères de Côte d'Ivoire, Diby Koffi, et le président de la commission de la Communauté économique de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), Désiré Kadré Ouedraogo, Saïd Djinnit s'est dit satisfait de la collaboration des Nations Unies et de la CEDEAO dans la lutte contre la criminalité. « *Il est heureux de constater que les Nations Unies et la CEDEAO se retrouvent côte à côte pour attirer l'attention sur les menaces de la criminalité transversale à la paix et à la sécurité* » a fait observer le Représentant spécial

du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

Selon M. Djinnit, devant la montée de la criminalité transnationale, les pays n'avaient d'autre choix que de s'unir. Pour lui les crises en Guinée Bissau et au Mali parlaient d'elles-mêmes. Elles rappelaient l'instabilité que les organisations criminelles avaient contribué à instaurer en minant l'Etat de droit dans les pays où elles opéraient. M. Djinnit a, par ailleurs, indiqué que les Nations Unies se réjouissaient des dispositions prises par la CEDEAO pour prolonger son plan d'action sur le trafic et l'abus de drogue. Pour sa part, Pierre Lapaque a insisté sur le rôle majeur que devrait jouer la CEDEAO dans cette lutte contre la criminalité transnationale. Selon le Ministre d'état Ministre des Affaires étrangères de Côte d'Ivoire, Charles Koffi Diby, le lancement du rapport 2012 de l'office des Nations Unies sur la Criminalité transnationale constituait une importante étape de la lutte contre toutes formes de criminalité en Afrique de l'ouest.

« *La communication de ce rapport permet de faire le point chaque année des progrès réalisés dans la lutte contre le trafic et l'abus de drogue ainsi que les actes de criminalité transfrontalière, mais surtout de faire l'état des lieux et d'identifier les actes de criminalité pour éradiquer ce fléaux dans notre espace CEDEAO* » a soutenu le Ministre Diby. Pour le Président de la commission de la CEDEAO, Désiré Kadré Ouedraogo, ce rapport permettra d'attirer l'attention requise pour résoudre les questions liées à la criminalité. Selon lui le rapport donnera l'impulsion nécessaire dans cette lutte au niveau régional et international afin de lutter contre le trafic de drogue et la criminalité qui y est liée. M. Ouedraogo a enfin sollicité l'aide des partenaires pour la mise en œuvre par la CEDEAO de la convention des Nations Unies à cet effet.

Des journalistes se réunissent à Dakar pour préparer le lancement du Réseau Netpeace Afrique de l'Ouest .

Un atelier de deux jours en vue du lancement du Réseau des journalistes pour la paix et la sécurité (Netpeace) en Afrique de l'Ouest, s'est ouvert le lundi 25 février 2013 au Centre d'information des Nations Unies à Dakar (CINU), à Dakar. Les participants ont travaillé sur la mise en place d'un schéma permettant le développement de leur action future.

S'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture, la chargée de l'information de l'Office des Nations Unies pour l'Afrique occidentale (UNOWA), Laurence Gerard, a rappelé les diverses conférences



Photo de famille des participants à l'atelier

tenues pour discuter du rôle des médias dans la consolidation de la paix et de la prévention des conflits. Elle a rappelé l'importance des médias dans la prévention des conflits et le maintien de la paix dans la sous-région.

Dans sa contribution, la chargée de communication de l'Union africaine, Yaye Nabo Sene, a déclaré que les principaux objectifs du réseau sont notamment d'aider à inculquer la culture de la paix dans la sous-région. Netpeace est un ré-

seau de journalistes pour la paix et la sécurité en Afrique. Il est apparu nécessaire à la suite d'un atelier de l'Union Africaine axé sur la promotion de la culture de la paix dans les médias en novembre 2011 à Addis Abeba, suivi de deux rencontres du même type à Abidjan et Dakar en 2012, de développer des démembrements sous-régionaux de Netpeace, dont une entité en Afrique de l'Ouest.

Le chargé de communication du Secrétariat de la CEDEAO à Abuja, Paul Ejime, a déclaré que le groupe régional a salué l'initiative. Tout en soulignant le rôle des médias dans la promotion de la paix, il a dit que les médias ont aussi tendance à alimenter les conflits, en donnant comme exemple le Rwanda et la Côte d'Ivoire.

La chargée de Communication du CINU, Minielle Baro a réitéré l'appui logistique du Centre aux membres du réseau Netpeace en rappelant que sa vocation est d'informer les media sur les activités des Nations-Unies.

L'atelier de deux jours, organisé conjointement par l'UNOWA, l'UA, la CEDEAO et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), réunit des journalistes de Côte d'Ivoire, le Niger, le Mali, le Togo, la Gambie, le Liberia et le Sénégal. Les participants ont discuté de plusieurs questions thématiques relatives au lancement du réseau et portant sur son rôle, sa structure et sa stratégie.

OMS-SENEGAL : Augmentation de la redevabilité pour la santé de la femme et de l'enfant : le projet de Feuille de route du Sénégal finalisé par les acteurs et les partenaires.

Un bond de 48 points par an dans la réduction de la mortalité maternelle, c'est la performance que le Sénégal doit réaliser pour atteindre l'OMD 5 à l'échéance 2015. Pour ce qui est de l'OMD 4, même si la mortalité infantile a subi une baisse selon les résultats de l'EDS 5 de 2011, 61% des décès constatés avant le premier anniversaire interviennent au cours du premier mois de vie. Afin



Dr Alimata Jeanne Diarra-Nama, Représentant de l'OMS au Sénégal (au micro). A ses côtés, le Dr Xavier Crespin, Chef du Bureau Santé de la mère et de l'enfant au Bureau UNICEF-Sénégal.

de donner au pays le maximum de chance de réussir l'accélération de la réalisation de ces objectifs, le ministère de la Santé et de l'Action sociale, avec l'appui technique et financier de l'OMS, a organisé, du 12 au 14 février 2013, l'Atelier de finalisation de la Feuille de route pour le renforcement des résultats et de la redevabilité pour la santé de la femme, du nouveau-né et de l'enfant. La rencontre a permis aux acteurs et partenaires d'identifier les difficultés existantes et

des proposer des actions prioritaires pour les résoudre. L'atelier a regroupé des participants de la Direction de la Santé de la Reproduction et de la Survie de l'Enfant, de la Direction de la Planification, de la Recherche et des Statistiques, de la Direction de l'Administration générale et de l'Équipement, du Service national de l'Éducation et de l'Information pour la Santé, de la Cellule informatique, du ministère de l'Économie et des Finances, de l'Agence nationale de la Démographie et des Statistiques, du Centre national d'État civil, de l'OMS, de l'UNICEF, de l'USAID, de la Coopération française, des parlementaires, des médecin-chefs de région et de district sanitaire, des partenaires sociaux et journalistes.

Ouvrant l'atelier, en présence du Représentant de l'OMS, le Dr Amadou Djibril Bâ, Directeur de la Planification, de la Recherche et des Statistiques a remercié, au nom du Ministre de la Santé et de l'Action sociale, l'OMS pour l'outil mis à la disposition des pays pour leur permettre de faire l'état des lieux et d'identifier les actions pertinentes à mettre en œuvre pour aller de l'avant. Il a rappelé l'existence de documents nationaux traduisant la volonté politique des autorités nationales de prioriser la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, de même que l'existence d'un document COMPACT finalisé dont la signature sera effective prochainement par l'État et les partenaires techniques et financiers. Le Dr Bâ a ensuite sur la nécessité d'élaborer une Feuille consensuelle qui sera exécutée avec la participation de toutes les parties prenantes. Pour la finalisation du projet de Feuille de route national élaboré lors de l'atelier de Bamako de novembre 2011, six groupes de travail ont réfléchi sur des thèmes spécifiques.



Dr Amadou Djibril Bâ, Directeur de la Planification, de la Recherche et des Statistiques du ministère de la Santé et de l'Action sociale

Il s'agit de la surveillance des décès maternels et riposte, du suivi des ressources, du système d'enregistrement et de statistiques de l'Etat civil, du suivi des résultats, de l'innovation et informatique sanitaire, du plaidoyer/sensibilisation. Les groupes de travail ont analysé, selon les critères définis, la situation, ont fait ressortir les faiblesses, les lacunes, les atouts et ont proposé des actions prioritaires à mettre en œuvre pour lever les obstacles à l'accélération de la réalisation des OMD 4 et 5.

Entre autres actions prioritaires proposées, on retient l'inclusion de la notification des décès maternels et néonataux

dans la surveillance intégrée des maladies, la mise en place d'un système surveillance des décès maternels et néonatales et riposte impliquant les autorités administratives et locales ainsi que les communautés, l'évaluation complète du système d'enregistrement et de statistiques de l'Etat civil et l'élaboration d'un plan d'action pour la période 2013-2015. Il y a aussi la révision du plan national de suivi-évaluation (PSE) du PNDS en tenant compte des nouvelles orientations, la redynamisation du Réseau des Parlementaires pour la Population et le Développement, la sensibilisation des patrons de presse et les rédacteurs en chef des organes de presse publics et privés ainsi que la mise à niveau des journalistes sur les questions de redevabilité en matière de santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant pour un meilleur traitement de l'information.

FAO-SENEGAL : Satisfaction des producteurs d'oignons pour le soutien apporté par la FAO.



La délégation de producteurs d'oignons devant le Siège de la FAO –SENEGAL

Des bénéficiaires du projet italien pour la sécurité alimentaire (PISA) n'ont pas hésité à faire le déplacement de leur localité de Léona-Potou dans la région de Louga au siège de la FAO à Dakar pour témoigner leur reconnaissance et exprimer leurs remerciements à la FAO et la coopération italienne. Dans un strict respect de l'esprit du projet qui est fidèle à l'égalité et au genre, le groupe était composé de deux femmes et de deux hommes venus dire « Merci » au nom de leur Association des producteurs d'oignons de qualité (APOQ) de la zone nord, qui regroupe près de 5 mille

membres issus des secteurs de l'agriculture et de la pêche.

Mariama BA, trésorière de l'APOQ et présidente du groupement de la maison familiale « le PISA m'a aidée à doubler ma production d'oignons et à améliorer mes revenus ».

Nous ne remercierons jamais assez le PISA et la FAO pour leur appui et tous les enseignements à



Des sacs d'oignons au marché de Léona-Potou

travers les formations qui nous ont aidés à mieux accroître nos productions et surtout à mieux gérer nos revenus. Avant le PISA, on n'avait pas de graines (semences d'oignons) et je ne récoltais pas plus de 2 tonnes d'oignons et maintenant j'en suis à 4 tonnes en moins de 2 ans, ce qui augmente substantiellement mes revenus, dit-elle. Mariama se dit surtout honorée par la justice appliquée par

le PISA avec un traitement égal entre les hommes et les femmes. *« Nous les femmes, sommes des exploitantes au même titre que les hommes et le PISA nous a donné notre place avec un partage égal dans tout ce que le Programme a mis en place ».* Mariama regrette la fin du PISA en souhaitant que l'appui qui leur était donné dans la gérance de leurs activités soit maintenu pour mieux capitaliser l'apport du PISA.

Moussa SOW, secrétaire général (SG) de l'APOQ : « nous sommes fiers d'être paysans grâce à la FAO et au PISA ».

Le chef de délégation de l'APOQ a magnifié les réalisations de la FAO et du PISA dans la zone du nord devant l'équipe de la FAO qui les a reçus. *« Notre fierté d'être paysans a été fortifiée »* affirme Moussa en citant entre autres *« les 4 hangars de stockage des productions, les aires de conditionnement, la distribution des semences, la formation, etc. »*. Le SG assure que la FAO et le PISA méritent leurs remerciements. *« Nous allons entretenir ce que vous nous avez apporté pour plusieurs générations pour aider plusieurs autres exploitants »*, dit-il en annonçant *« un bénéfice de plus d'un million sept cent mille (1 700 000) Francs CFA, réalisé rien que sur les semences »*. *« Le PISA nous a aussi aidé à nous réunifier pour parler d'une seule voix et avoir ainsi plus de force et de représentativité »*, ajoute le responsable de l'APOQ.

Fatou DIA, conseillère rurale à Léona : « Les rencontres et échanges ont été des points forts du PISA ».

Le témoignage de Fatou qui est aussi la présidente de l'union des femmes productrices de la zone des Niayes qui regroupe 15 groupements de femmes a porté sur *« l'opportunité offerte par le PISA en multipliant les rencontres où les échanges ont été très instructifs »*, dit-elle. Elle déplore la fin du PISA et lance une requête pour l'aide à une récolte plus rapide de l'oignon. Elle a révélé fièrement avoir doublé sa production d'oignons de 6 à 12 tonnes, ce qui augmente considérablement ses revenus avec le kilogramme d'oignon qui peut être vendu entre 75 et 100 F CFA.

Nar DIOP, 1^{er} vice président de l'APOQ : « Le PISA nous a apporté la diversification et la protection de nos produits ».

Avant le PISA, on ne faisait que de l'oignon et maintenant c'est beaucoup plus diversifié avec la tomate, le piment, le persil, les aubergines, les choux et bien d'autres légumes, soutient Nar Diop. Le PISA nous aide aussi dans la disponibilité des *«graines à crédit remboursable en fin de campagne en nature alors qu'avant on devait acheter au comptant»*. Le vice président se dit reconnaissant pour les initiatives du PISA qui leur permet de protéger les récoltes avec l'octroi de bâches, de palettes pour un stockage de sacs. Le PISA intervient également dans la commercialisation de l'oignon en mettant à disposition des bascules et des sacs pour l'emballage.

Les activités du PISA qui a démarré en 2008, ont pris fin en décembre 2012 avec une demande de mesures d'accompagnement qui a été formulée par les bénéficiaires. L'objectif principal de ce programme financé par la coopération italienne était de contribuer au développement de l'agriculture pour en faire un secteur moderne et compétitif pour les filières porteuses.

« le PISA m'a aidée à doubler ma production d'oignons et à améliorer mes revenus ».

Mariama BA, trésorière de l'Association des Producteurs d'Oignons de Qualité (APOQ) et Présidente du groupement de la maison familiale

« un bénéfice de plus d'un million sept cent mille (1.700.000) Francs CFA, réalisé rien que sur les semences ».

Moussa SOW, secrétaire général (SG) de l'Association des Producteurs d'Oignons de Qualité (APOQ)

« L'opportunité offerte par le PISA en multipliant les rencontres où les échanges ont été très instructifs »

Fatou DIA, conseillère rurale à Léona

« Le PISA nous a apporté la diversification et la protection de nos produits ».

Nar DIOP, 1^{er} Vice-Président de l'Association des Producteurs d'Oignons de Qualité (APOQ)

IDEP: « Engenrer » la planification du développement en Afrique : du chemin à parcourir malgré les acquis pour intégrer le genre dans la planification du développement.

L'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP) a organisé, du lundi 18 février au mardi 19 février 2013, à son siège, une réunion d'experts sur « Engenrer la planification du développement en Afrique ». La réunion, facilitée par Adebayo Olukoshi, Directeur de l'IDEP et Fatmata Sesay-Kebay, a été présidée par Babacar Mbaye, Directeur Général du Plan et membre du Conseil d'Administration de l'IDEP, représentant le Ministre de l'Economie et des Finances du Sénégal.



Panel d'ouverture

Babacar Mbaye a souligné l'importance de cette réunion car selon lui, « *malgré les acquis dans différents pays africains dont le Sénégal, il reste beaucoup à faire* ». Le Directeur Général du Plan du Sénégal a aussi indiqué que son ministère attend vivement les conclusions de cette réunion

d'experts pour les intégrer aux actions qu'il met déjà en œuvre pour l'intégration du genre dans la planification du développement.

Pour resituer le contexte de la rencontre, fruit d'un partenariat entre l'IDEP et ONU-Femmes, Adebayo Olukoshi, Directeur de l'IDEP, a rappelé que « *l'Afrique a connu environ 50 années de planification du développement ponctuées de crises* ». « *Des générations et des générations de planificateurs se sont attelées à planifier le développement en Afrique, avec plus ou moins de succès, et leur travail mérite d'être salué. Ils se sont cependant beaucoup concentrés sur la croissance et la diversification économiques* », soulignera Adebayo Olukoshi, et leurs différentes tentatives n'ont pas toujours été fructueuses. De plus, a affirmé le directeur de l'IDEP, la dimension genre n'a pas été vraiment prise en compte lors de ces différents processus, or « *il ne peut y avoir de développement réussi et durable sans l'inclusion de certaines couches de la société, les femmes en particulier* », ce qui reste difficile à mettre en œuvre du fait de la structure patriarcale des sociétés africaines.

Forts du constat de l'importance stratégique du genre dans la planification du développement et de la place marginale

qui lui est accordée dans la réalité, l'IDEP et ONU-Femmes ont joint leurs forces pour, d'abord, faire une cartographie de la planification du développement en Afrique par le biais d'un inventaire des



ONU-Femmes—IDEP et Direction Générale du Plan du Sénégal



Une vue des participants

institutions, ministères et commissions nationales du plan dans les pays anglophones, francophones et lusophones qui composent le continent. Cette cartographie a été réalisée pour être fournie aux partenaires – clés de l'IDEP comme ressource destinée à les appuyer dans leurs constructions d'alliances stratégiques. Ensuite, deux consultants internationaux, le Professeur N'dri Assie Thérèse Lumumba de l'Université Cornell et le Docteur Omano Edigheji de l'Institut pour le Progrès et la Prospérité de l'Afrique

ont été chargés de faire une étude documentaire sur le contenu genre des principaux documents de planification en Afrique.

Différentes questions dont la réelle marge de manœuvre des planificateurs (trices), les ressources disponibles pour l'intégration du genre dans la planification du développement, la réelle autonomie des ministères de l'économie et des finances en Afrique, les statistiques sur l'Afrique et sur la place de l'économie domestique dans l'économie du continent, la question de la multiplicité et de l'harmonisation des documents de planification et des structures actives dans ce domaine ont été débattues.

A la fin de la réunion, Adebayo Olukoshi a informé les participants de la décision de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) de recruter, rien que pour l'année 2013, 60 statisticiens pour fournir les données nécessaires sur l'Afrique. Ils seront complétés par 60 macroéconomistes et 60 spécialistes de la gestion de programmes. La formation sur les données se fera à l'IDEP, comme amorcée depuis 2011 et conformément au mandat de l'Institut.



Mme Odette Kabaya du PNUD (au premier plan)

Date	Activités
<p>8 mars 2013 à partir de 15h</p>	<p>Célébration officielle de la Journée internationale de la femme à Guédiawaye (banlieue de Dakar)</p>